



HAL
open science

Introduction : Contenus et espaces de la formation professionnelle

Clair Juilliet, Michael Llopart

► To cite this version:

Clair Juilliet, Michael Llopart. Introduction : Contenus et espaces de la formation professionnelle. Cahiers d'histoire du Cnam, 2018, Former la main-d'oeuvre industrielle en France. Acteurs, contenus et territoires (fin xixe et xxe siècles), vol.09 - 10 (2), pp. 13-20. hal-03033045

HAL Id: hal-03033045

<https://hal.science/hal-03033045>

Submitted on 1 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction

Contenus et espaces de la formation professionnelle

Clair Juilliet

FRAMESPA (UMR 5136), LabEx SMS, Université Toulouse – Jean Jaurès.

Michaël Llopart

FRAMESPA (UMR 5136), Université Toulouse – Jean Jaurès.

Ce numéro constitue le second volet d'un double volume, issu de deux journées d'études tenues à Toulouse, les 20 mars et 20 novembre 2017, sur l'histoire de la formation professionnelle dans l'industrie française entre le XIX^e et le XX^e siècle. Dans le premier volume, il a été question d'éclairer les logiques et les enjeux qui ont dominé et influencé le développement de la formation professionnelle ouvrière dans l'industrie française, en privilégiant une approche fondée sur les acteurs. Ce second volume traite quant à lui des processus de mise en adéquation entre le contenu des formations dispensées et le secteur industriel ou le territoire au sein desquels celles-ci s'insèrent. L'intérêt épistémologique de ce thème réside notamment dans le jeu d'échelles qu'il mobilise.

Dans les années 1990, Bernard Lepetit constatait déjà que « *la multiplication contrôlée des échelles de l'obser-*

vation est susceptible de produire un gain de connaissance dès lors que l'on postule la complexité du réel (les principes de la dynamique sociale sont pluriels et se donnent à lire selon des configurations causales différentes) » (Lepetit, 1996, p. 92). Aussi est-il pertinent de s'intéresser à l'élaboration des formations professionnelles, en adoptant une démarche multi scalaire, mêlant différents types d'espaces (local, régional, national ou encore international) et variant les niveaux d'analyse (interprofessionnel, entreprise, branche ou secteur industriels, etc.). L'objectif de ce second volet est de tenter de mieux comprendre la façon dont les contenus des formations sont pensés par les différents acteurs, en vue de répondre à des besoins socio-économiques particuliers. En fonction du territoire étudié, de sa structure économique et sociale ou encore de la spécialisation industrielle concernée, les réponses apportées ne sont pas forcément identiques.

Étudier la manière dont s'opère cette mise en adéquation est important afin de saisir, dans leur complexité, les enjeux qui président à l'organisation de la formation professionnelle. En effet, ceux-ci peuvent varier fortement selon le type de techniques mobilisées, la nature des branches d'activités analysées, les politiques d'entreprises privilégiées ou encore des atouts et des inconvénients propres aux contextes dans lesquels ces dispositifs de formation se déploient. Au cours du XIX^e siècle et jusqu'aux années qui suivent la Première Guerre mondiale, le manque de main-d'œuvre qualifiée apparaît comme un problème récurrent dans de très nombreux corps de métiers et dans de nombreux espaces géographiques du pays. Si certaines industries demandant un niveau important de maîtrise technique s'implantent dans des régions n'ayant aucun passé comparable, à l'image de l'industrie aéronautique dans le Midi toulousain à la fin du premier conflit mondial (Jalabert & Zuliani, 2009), il arrive que d'autres secteurs, plus anciennement installés, soient amenés à entreprendre une reconversion totale ou partielle de leur main-d'œuvre, afin de mettre celle-ci en phase avec l'usage de techniques, de compétences ou de machines nouvelles. Il est fréquent par ailleurs, que ces créations s'opèrent en marge de l'État, quand bien même celui-ci peut être plus ou moins directement amené à accompagner le développement.

La formation professionnelle et l'espace local : une articulation complexe

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, le recours à la formation professionnelle continue et initiale reste très inégal dans les diverses parties du territoire français, en particulier en ce qui concerne la grande industrie. Bien que la loi Astier du 27 juillet 1919¹ entérine la création obligatoire de cours professionnels et/ou de perfectionnement destinés aux travailleurs âgés de moins de 18 ans, et que la loi de 1925 sur la taxe d'apprentissage pénalise en théorie les entreprises qui n'assument pas leur part de responsabilité en matière de formation professionnelle initiale, cette politique incitative connaît un succès très relatif : « *Les 185 000 apprentis de 1939 pèsent peu au regard du million et demi de jeunes âgés de moins de 18 ans que le commerce et l'industrie emploient* » (Vigna, 2012, p. 31). Dans leur ouvrage de référence sur cette question, Bernard Charlot et Madeleine Figeat estiment en effet que le bilan de la loi Astier s'est révélé assez maigre (Charlot & Figeat, 1985).

Ce constat qui se vérifie dans différentes branches d'activité, mérite

¹ Voir le texte de la Loi relative à l'organisation de l'enseignement technique industriel et commercial (dite loi Astier) du 25 juillet 1919, et en particulier son Titre V, sur le site du Ministère de l'Éducation nationale [URL : <http://www.education.gouv.fr/cid101193/loi-relative-a-l-organisation-de-l-enseignement-technique-industriel-et-commercial.html>].

toutefois d'être nuancé au regard de l'historiographie récente. L'historienne Suzanne Trist, par exemple, souligne que cette loi a eu le mérite de provoquer un mouvement important de créations de cours professionnels par les bourses du travail, les chambres de métiers, les grands syndicats patronaux, les chambres de commerce, certaines entreprises et groupes privés comme l'Association polytechnique (Trist, 1993). Cette vision est également partagée par Marianne Thivend pour le cas de la région lyonnaise (Thivend, 2010, pp. 9-27) et témoigne d'un souci constant chez les acteurs politiques, économiques et sociaux de penser et de hâter ce processus de mise en adéquation des formations avec le territoire, au sein duquel ils évoluent. Afin de pouvoir interroger ce phénomène complexe, Gérard Bodé, dans son texte intitulé « Les cours professionnels obligatoires du département de la Meurthe-et-Moselle et les écoles de perfectionnement du département de la Moselle de 1920 à 1940 », expose pour ce numéro les exemples de ces deux départements et se livre à une analyse comparative. Si la loi Astier s'applique dans le cas de la Meurthe-et-Moselle, on assiste au même moment au maintien d'écoles de perfectionnement relevant du modèle allemand en Moselle, échappant aux nouvelles dispositions législatives. L'historien cherche à rendre compte de l'évolution de ces cours et de ces écoles sur leur territoire de développement, afin d'apporter un éclairage nouveau sur leur création, ainsi que sur leur fonctionnement dans l'entre-deux-guerres.

Dans certains secteurs ou dans certaines entreprises, une offre de formation particulière peut se développer en réponse au développement de savoir-faire spécifiques, comme c'est le cas dans les mines, dans la métallurgie et dans bien d'autres secteurs industriels. Il en est de même dans l'industrie chimique au sein de laquelle les mutations technologiques issues de la Deuxième Révolution industrielle obligent nombre d'entreprises à s'emparer des problèmes relatifs à la formation des salariés, en particulier au sein des filières qui émergent après la Première Guerre mondiale comme celle de l'ammoniaque synthétique. À cet égard, l'article de Michaël Llopart intitulé « L'industrie chimique et le défi de la formation professionnelle : le cas de l'Office national industriel de l'Azote (1924-1967) » permet de dresser un aperçu des défis sociotechniques qui se posent dans cette branche pour faciliter, sur le long terme, l'adaptation du personnel à l'exploitation de nouveaux procédés chimiques, dont certains sont importés depuis l'étranger. L'étude du « *franchissement de seuil technologique* » (N'diaye, 2001) qu'implique la fabrication de l'ammoniaque de synthèse au lendemain de la Première Guerre mondiale offre un point de vue original pour analyser comment l'entreprise tente, par la formation professionnelle, de combler le fossé initial entre les besoins de l'entreprise et les possibilités réelles offertes par le marché local du travail. En mobilisant plusieurs niveaux d'analyse, l'usine, son bassin de recrutement et le niveau national, cet article

visé également à mieux comprendre comment se met progressivement en place une stratégie globale de formation au sein d'une grande entreprise chimique, et comment celle-ci évolue sur près de cinq décennies.

Un autre exemple en région toulousaine, qui renforce cette vision d'un manque de main-d'œuvre qualifiée, est celui de l'industrie aéronautique au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Le secteur apparaît en effet très en retard au regard de ses concurrentes britannique ou états-unienne et, au plan local, nettement diminuée. Ses acteurs, aux différentes échelles dans lesquelles s'inscrivent ses processus productifs, entreprennent de rationaliser le secteur à la fin des années 1940, afin d'en susciter le relèvement. Cette volonté leur impose notamment de développer des structures spécifiques afin de constituer un vivier de main-d'œuvre susceptible d'assimiler un renouvellement technique permanent et de permettre l'éclosion de nouveaux savoir-faire, utiles au développement industriel et à la réalisation d'avions toujours plus complexes. À travers l'exemple de la Société nationale de constructions aéronautiques du Sud-Est (SNCASE) et plus précisément de son établissement toulousain, Clair Juilliet, dans son texte « Construire un système de formation professionnelle pour les ouvriers de l'industrie aéronautique : le cas de la SNCASE de Toulouse (1944-1956) », s'intéresse à la constitution d'un système de formation ouvrière initial et continu entre la fin de la guerre

et le milieu des années 1950, dont la définition et les contenus de formation sont l'objet de négociations permanentes entre la direction, les organisations syndicales et les pouvoirs publics. Leur objectif, dans un contexte où les formations dispensées par l'État accusent d'importantes carences en région toulousaine, est de pouvoir disposer en quantité suffisante, d'une main-d'œuvre adéquatement formée aux spécificités d'un travail aéronautique dont le degré de technicité ne cesse de s'accroître dans les décennies qui suivent la guerre. L'exemple démontre que la capacité de l'entreprise à adapter sa main-d'œuvre aux évolutions techniques dépend en grande partie de son aptitude à combler son retard, puis à se donner les moyens de réaliser la Caravelle en série, appareil civil symbole d'un renouveau industriel pour l'aviation française. Il montre également que la direction entend progressivement mettre la main sur la définition des axes et des actions de formation, afin de les orienter dans le sens qu'elle juge le plus à même d'aider au développement de l'entreprise.

Précisons que cette pénurie de travailleurs qualifiés constatée pour la chimie et l'aéronautique, et plus globalement pour la grande industrie, n'est pas propre à la région toulousaine, mais constitue un défi national qui risque d'obérer l'essor industriel qui se dessine, que ce soit au cours des années 1920, puis après 1945. Particulièrement récurrent entre 1919 et 1945, ce constat d'insuffisance découle en grande partie

du fait qu'il n'y a pas eu, avant comme après la loi Astier, une réelle politique de formation professionnelle généralisée. Il va falloir en définitive tous les efforts des gouvernements de la IV^e République pour renforcer l'enseignement technique.

Cette volonté de modernisation des structures industrielles et de création d'un vivier de main-d'œuvre connaît ainsi un net regain durant les trois décennies qui suivent la Libération. La politique volontariste suivie par l'État, de même que les besoins affichés par les entreprises pour faire face aux mutations technologiques aboutissent à une plus grande attention portée au renouvellement des compétences du personnel employé. Il s'agit alors de contribuer à la formation de nouveaux travailleurs et ainsi d'œuvrer au développement des entreprises dans un contexte où le marché s'internationalise progressivement. Le cas de la Compagnie des ateliers et forges de la Loire (CAFL) dans les années 1950 et 1960, présenté par Antoine Vernet dans « Les besoins d'une grande entreprise en quête de compétitivité : la formation du personnel de la Compagnie des ateliers et forges de la Loire (années 1950-1960) », est à ce titre représentatif des stratégies suivies par les sociétés de la métallurgie dans leur développement et dans leur recrutement, dans un contexte de rationalisation industrielle que favorise le modèle fordien. L'évolution des dispositifs consacrés à la formation professionnelle dans l'entreprise (écoles

d'apprentissage, actions en direction de la maîtrise, ouverture du Centre d'information, de promotion et d'orientation - CIPO), s'inscrit dans le cadre de la rénovation des structures productives de la sidérurgie stéphanoise et de la concentration qui en découle. Les stratégies suivies par les acteurs illustrent assurément une évolution des logiques de formation et de développement industriel perceptible à l'échelle de la branche et du pays. Pour autant, elles témoignent par ailleurs de la capacité de l'entreprise à s'adapter et à se développer sur son territoire d'élection, tout autant qu'à s'y maintenir dans le temps ou encore à permettre l'assimilation par le personnel des techniques nouvelles (alliages, machines, etc.) nécessaires au déroulement des processus productifs.

Au total, ces quelques exemples, sans être bien entendu limitatifs, nous renseignent sur le défi important que constitue le fait d'accompagner le développement industriel d'un territoire sur la durée, d'actions de formation menées à l'échelon local, afin de permettre aux entreprises de recruter au sein d'un vivier de main-d'œuvre disponible en qualité comme en quantité suffisante. Il apparaît en ce sens qu'au-delà du cas des ingénieurs et de la maîtrise, la formation professionnelle ouvrière, initiale et continue, compte également parmi les vecteurs indispensables du développement socio-industriel territorial ainsi que du renouvellement de la main-d'œuvre.

Archives pour l'histoire de la formation professionnelle : les fonds des Archives nationales du monde du travail et de l'Académie François Bourdon

Ce second numéro aborde par ailleurs la question des sources et des archives relatives à la formation professionnelle dans l'industrie. En effet, dans le cadre des deux journées d'études intitulées « Former la main-d'œuvre industrielle en France. Acteurs, contenus et territoires (fin XIX^e et XX^e siècles) »², deux interventions ont porté sur la présentation et la mise en valeur de certains fonds d'archives sur ce thème. Pour des raisons de cohérence thématique, nous avons choisi de les faire figurer dans ce même volume.

La question des archives dédiées à la formation professionnelle n'a pas été absente de la réflexion portée dans le cadre de ces deux journées. L'importance que revêt la question de la disponibilité des archives dans la capacité des historiennes et des historiens à réaliser des études de cas et des comparaisons n'est en effet plus à démontrer.

² Journées d'étude « Former la main-d'œuvre industrielle en France : acteurs, contenus et territoires (fin XIX^e et XX^e siècles) », tenues à l'Université Toulouse-Jean Jaurès les 20 novembre 2017 et 20 mars 2018. Ces deux journées ont été organisées par Clair Juillet et Michaël Llopart, avec le soutien du laboratoire FRAMESPA (UMR 5136).

Gersende Piernas, chargée d'études documentaires aux Archives nationales du monde du travail (ANMT), présente la documentation conservée au sein de son institution, dans son article « La formation professionnelle dans les fonds d'entreprises industrielles aux Archives nationales du monde du travail : une approche archivistique de l'empreinte de ses acteurs (XX^e-XXI^e siècles) ». Les fonds déposés, qui représentent près de 52 kilomètres linéaires au total – cependant non limités au thème qui nous intéresse – permettent d'aborder la formation professionnelle sous des angles très divers, qu'il s'agisse des dispositifs de formation initiale ou de ceux relatifs à la formation continue. Certains fonds d'entreprises, comme ceux des Charbonnages de France, rendent possible la réalisation d'études approfondies, par exemple quant au large éventail d'offres de formations ou d'acteurs impliqués. À côté des fonds déposés par les entreprises, les archives associatives, syndicales, consulaires ou encore scolaires constituent de précieux compléments pour qui souhaite appréhender les politiques menées dans le cadre de la formation professionnelle, par des acteurs très divers, situés en amont et en aval de la vie professionnelle.

Autre exemple, les archives de Schneider et Compagnie ou celles de l'UIMM, qui sont conservées par l'Académie François Bourdon (Le Creusot) et sont présentées par Ivan Kharaba : « Les archives Schneider et Cie et du syndicat UIMM sur la formation professionnelle (1837-1985) ». Les

archives de la société Schneider (fondée en 1837) ont été récupérées peu après la faillite du groupe en 1985. Elles constituent une documentation riche sur les initiatives de l'entreprise en matière de formation professionnelle, offrant notamment à l'historien la possibilité de replacer la création d'écoles dans le contexte du patronage³, puis du paternalisme⁴, et de comprendre sur la longue durée les stratégies adoptées par le groupe industriel. Les archives de l'IUMM ont, de leur côté, été déposées en 2001. Elles fournissent un témoignage de première main concernant le regard du patronat sur les questions sociales, à l'image de la formation de la main-d'œuvre industrielle.

Au même titre que le premier, ce second volume a pour objectif de poursuivre l'approfondissement de l'histoire de la formation professionnelle selon des thématiques abordées jusque-là très inégalement par l'historiographie. Les ressources archivistiques dont nous disposons sur cette question révèlent l'ampleur de la tâche qui reste encore à accomplir pour pouvoir mieux appré-

hender la manière dont s'est pensée et construite la formation professionnelle à l'échelle française, en prenant en compte la diversité de ce processus. Au terme de ce travail, nous espérons que ces nouveaux éclairages et jalons posés encourageront les chercheurs à poursuivre cette entreprise colossale. À ce sujet, nous espérons que le colloque international à l'occasion du centenaire de la loi Astier⁵, puisse marquer une nouvelle étape de ce travail collectif...

Bibliographie

Charlot B. & Figeat M. (1985). *Histoire de la formation des ouvriers (1789-1984)*. Paris : Minerve.

Jalabert G. & Zuliani J.-M. (2009). *Toulouse, l'avion et la ville*. Toulouse : Privat.

Lepetit B. (1996). « De l'échelle en histoire ». In Revel J. (dir.), *Jeux d'échelles, la micro-analyse de l'expérience*. Paris : Gallimard/Le Seuil.

Le Play F. (1864). *La Réforme sociale en France, déduite de l'observation comparée des peuples européens*. Paris : Henri Plon.

N'Diaye P. (2001). *Du nylon et des bombes. Du Pont de Nemours, le marché et l'État américain, 1900-1970*. Paris : Belin.

Noiriel G. (1988). « Du patronage au

³ Terme employé par Frédéric Le Play pour désigner l'ensemble des initiatives patronales visant à protéger et à prendre en charge les salariés ainsi que leurs familles (Le Play, 1864). Ce système s'inscrit dans le cadre de rapports sociaux traditionnels du monde rural caractérisés par la domination des notables.

⁴ Tel que défini par Gérard Noiriel, le paternalisme fait référence à un système d'encadrement de la main-d'œuvre plus abouti et plus complexe englobant l'ensemble des moyens matériels, idéologiques et politiques du patronat destinés à former et renouveler la main-d'œuvre nécessaire au fonctionnement d'un procès de travail déterminé (Noiriel, 1988).

⁵ Ce colloque, intitulé « De la loi Astier au baccalauréat professionnel. Les jeunes et le travail : apprentissages, formation et orientation professionnelle », sera organisé à Lyon par le laboratoire LARHA (avec le soutien du Céreq) les 5 et 6 juin 2019 [URL : <https://colloqueastier.sciencesconf.org/>].

paternalisme : la restructuration des formes de domination de la main-d'œuvre ouvrière dans l'industrie métallurgique française ». *Le Mouvement social*, 144, pp. 17-35.

Thivend M. (2010). « Les formations techniques et professionnelles entre l'État, la ville et le patronat : l'emploi de la taxe d'apprentissage à Lyon ». *Le Mouvement social*, 232, pp. 9-27.

Trist S. (1993). « Winning Hearts and Minds. The organization of Worker Leisure in Inter-War French Industry ». Thèse de doctorat de doctorat en histoire, Université de Melbourne.

Vigna X. (2012). *Histoire des ouvriers en France au xx^e siècle*. Paris : Perrin.